

LE PDF

**Comment se préparer
mentalement
à ne pas consentir ?**



Non Consentement Oblige !



LA SAGESSE DU NON-CONSENTEMENT

Écrit par : Lorely :
pour ESCLAVE HORROR STORY
Tous droits réservés- Tous droits protégés
Toute reproduction interdite

Merci pour ta compréhension !

Lorelij

[Voir ou revoir le live](#)



Comment se
préparer
mentalement à
se confronter
aux forces du
désordre ?



NOS

Droits

SONT
LEURS

OBLIGATIONS



LA SAGESSE DU NON-CONSENTEMENT

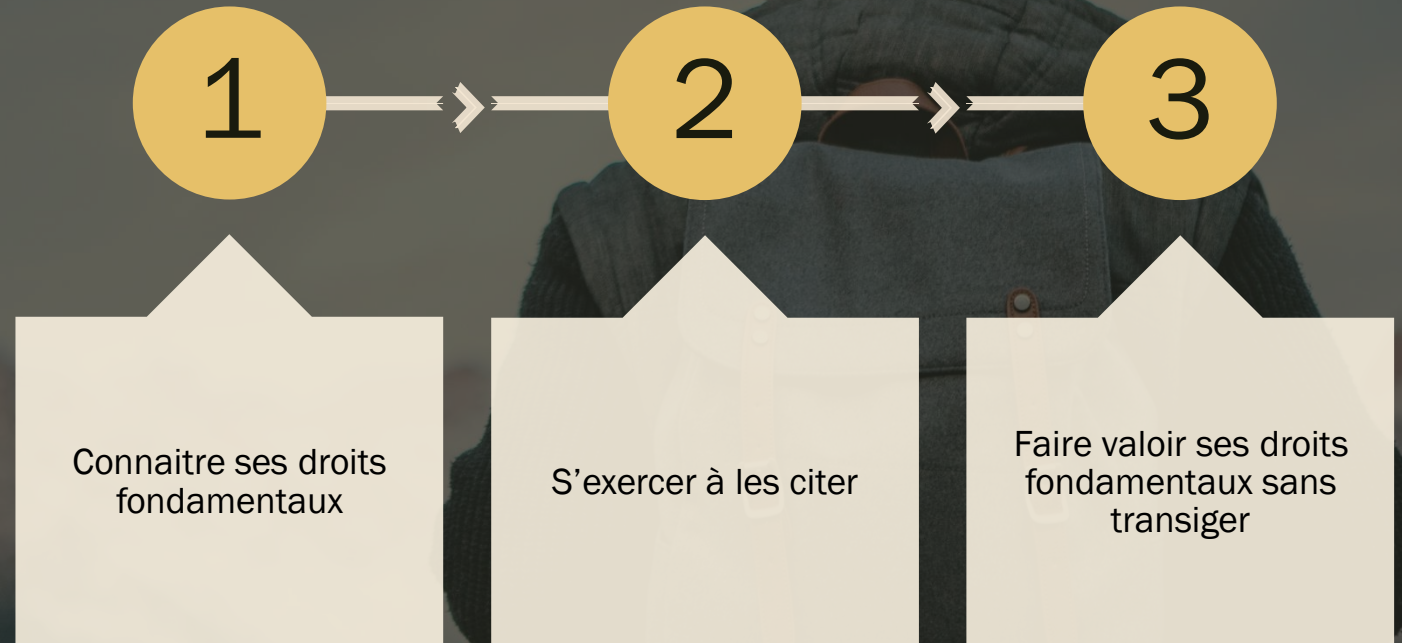
Droit d'aller & venir



Droit de respirer



Établir un plan





LA SAGESSE DU NON-CONSENTEMENT

RAPPEL :

Qu'est ce
qu'une
PERSONNE
au sens
juridique du
terme ?





PERSONNE

N.F. - Lat. persona, propr. masque de théâtre, d'où personnage et personne.

Être qui jouit de la PERSONNALITÉ JURIDIQUE

Vocabulaire Juridique G. Cornu

PERSONNE :

Être qui jouit
de la
personnalité
juridique



LA SAGESSE DU NON-CONSENTEMENT



La Personne est une création de droit, elle est aussi appelée entité juridique, homme de paille, entité fictive ou raison sociale.

La Personne nécessite que toi, l'Homme et la Femme de chair et de sang, la représente dans ses affaires.

De plus, l'État/le Gouvernement (également des entités juridiques fictives, c'est-à-dire qui ne sont pas de chair et de sang qui sont des entreprises avec un n° de siren) peuvent appliquer la législation qu'à cette Personne juridique, et cela qu'avec ton consentement

Il faut que tu acceptes de représenter ta personnalité juridique afin qu'ils puissent contracter avec toi.

Préparer son mental

Tu n'es pas une
vache dans le pré

NON-
CONSENTEMENT
OBLIGE !



- 1 - Se placer sous la protection du Maître du Pouvoir Notre Créateur Allah L'Unique
- 2 - Ne pas avoir peur (arrivera que ce que Allah veut)
- 3 - Ne pas transiger (Allah n'impose à aucune âme une charge supérieure à sa capacité)
- 4 - Ne pas contracter, rien signer



A small, sandy island in the middle of a vast blue ocean under a clear sky. On the island stands a large, three-dimensional question mark covered in green ivy. Four palm trees are scattered around the question mark. The water is dark blue with some greenish undertones near the island.

Petites questions
à poser aux forces du désordre

NOS

Droits

SONT
LEURS

OBLIGATIONS



LA SAGESSE DU NON-CONSENTEMENT

Que puis-je faire
pour vous aidez
M. l'Agent de la
Paix ?



LA SAGESSE DU NON-CONSENTEMENT



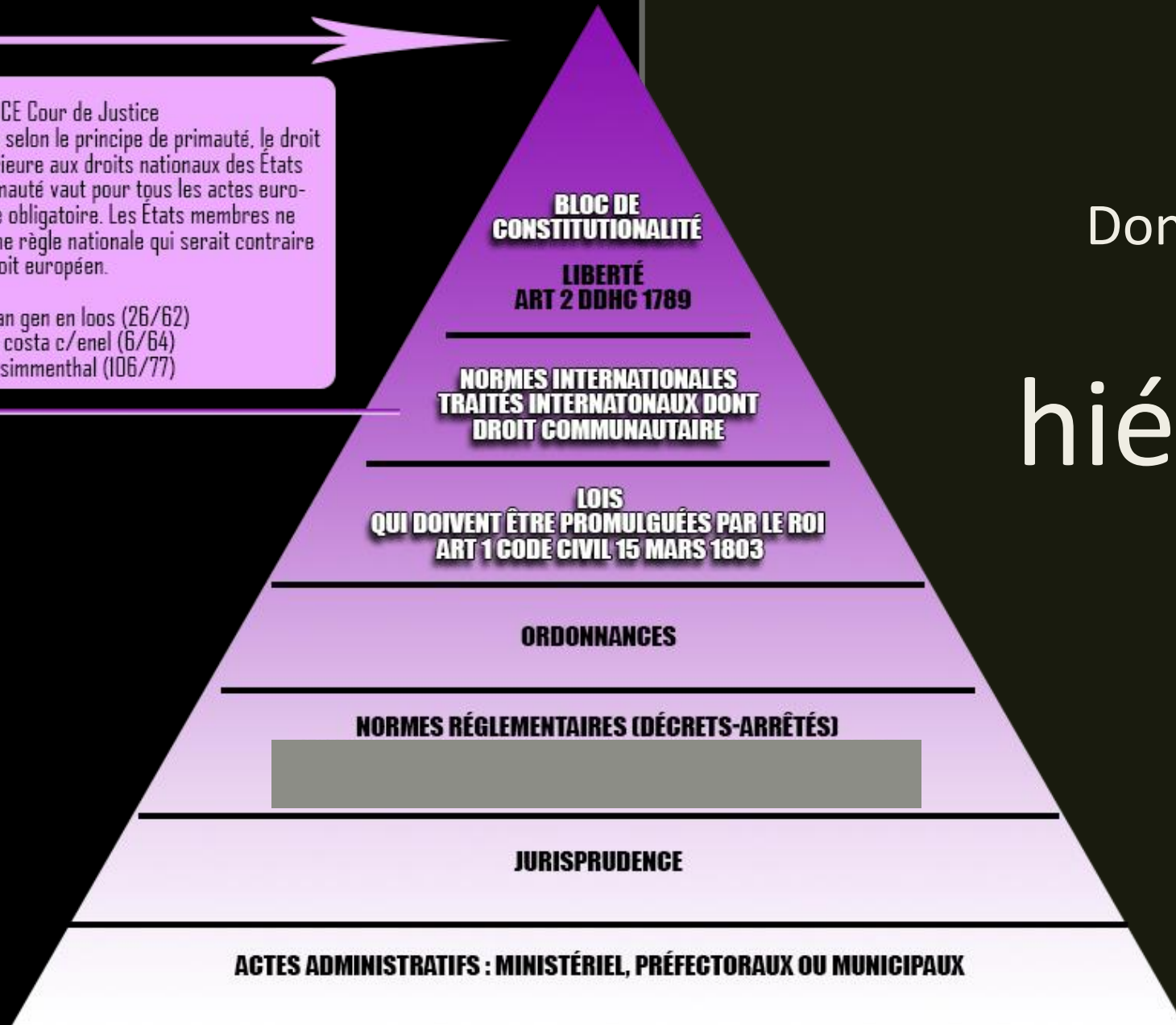
Sommes nous
dans un État de
droit ?



LA SAGESSE DU NON-CONSENTEMENT

Selon la CJCE Cour de Justice des Communautés Européenne selon le principe de primauté, le droit européen a une valeur supérieure aux droits nationaux des États membres. Le principe de primauté vaut pour tous les actes européens disposant d'une force obligatoire. Les États membres ne peuvent donc pas appliquer une règle nationale qui serait contraire au droit européen.

5/02/1963 - van gen en loos (26/62)
15/07/1964 - costa c/enel (6/64)
9/03/1978 - simmenthal (106/77)



Donc dans un état de droit,
faites-vous prévaloir la
**hiérarchie des
normes ?**

Donc,
reconnaissez-vous
mes droits
fondamentaux en
haut de la pyramide
des normes ?





LA SAGESSE DU NON-CONSENTEMENT

Êtes-vous à assermentés ?

(parce qu'il existe des stagiaires), si pas assermenter,
c'est qu'il est non dépositaire de l'autorité publique.)



LA SAGESSE DU NON-CONSENTEMENT

Puisque vous êtes assermentés,
vous reconnaissez donc que la
loi européenne prévaut en cas
de conflit sur la loi nationale
comme mentionné dans votre
code de déontologie?



Article R. 434-3– Nature du code de déontologie et champ d'application

I. - Les règles déontologiques énoncées par le présent code procèdent de la Constitution, des traités internationaux, notamment de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, des principes généraux du droit, et des lois et règlements de la République.

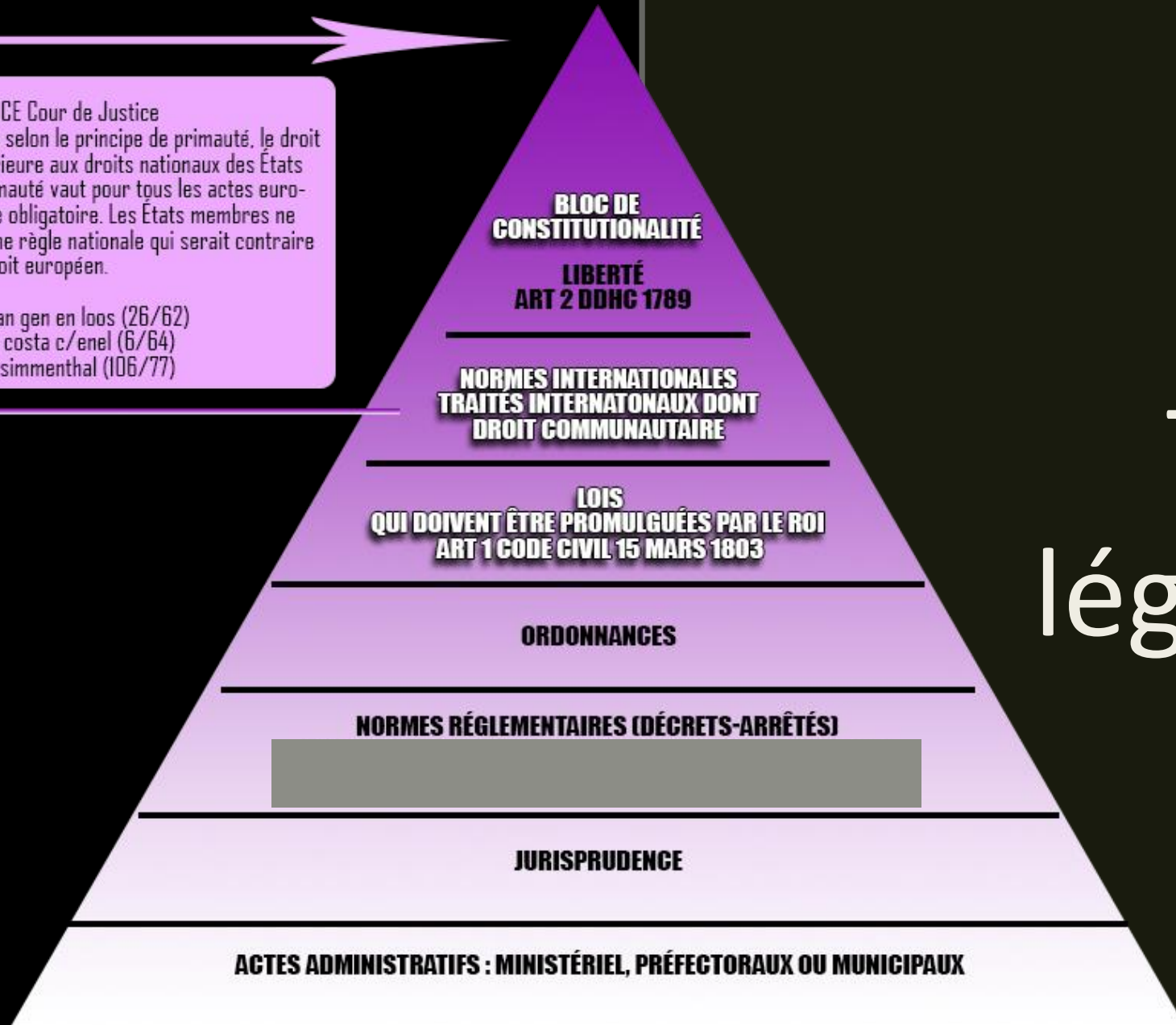


LA SAGESSE DU NON-CONSENTEMENT

Sur quel fondement légal vous me contrôler ?

Selon la CJCE Cour de Justice des Communautés Européenne selon le principe de primauté, le droit européen a une valeur supérieure aux droits nationaux des États membres. Le principe de primauté vaut pour tous les actes européens disposant d'une force obligatoire. Les États membres ne peuvent donc pas appliquer une règle nationale qui serait contraire au droit européen.

5/02/1963 - van gen en loos (26/62)
15/07/1964 - costa c/enel (6/64)
9/03/1978 - simmenthal (106/77)





LA SAGESSE DU NON-CONSENTEMENT

Récapitulatif

- Donc, puisque vous êtes assermentés, puisque nous sommes dans un état de droit ou la hiérarchie des normes prévaut puisque vous reconnaissez mes droits fondamentaux puisque la loi européenne prévaut en cas de conflit sur la loi nationale comme mentionné dans votre code de déontologie

En réalité vous me
contrôlez juste pour
conclure un contrat
avec moi, et moi je
ne consens pas à
faire des affaires
avec vous parce que
je suis contre
l'autoritarisme



LA SAGESSE DU NON-CONSENTEMENT



Je ne consens pas
à faire des
affaires avec
l'entreprise
nommée
**DIRECTION
GÉNÉRALE DE LA
POLICE
NATIONALE** siren
120 015 011.



LA SAGESSE DU NON-CONSENTEMENT



LA SAGESSE DU NON-CONSENTEMENT

Je ne consens pas
à faire des affaires
avec l'entreprise
nommée
DIRECTION
GÉNÉRALE DE LA
GENDARMERIE
NATIONALE
siren 157 000 019.





Comprenez-vous
l' Art 6

de la DUDH ?

« chacun à la droit à la
reconnaissance en
tous lieux de sa
personnalité juridique »
Ou pas !



LA SAGESSE DU NON-CONSENTEMENT

Parce qu'un droit
s'utilise ou pas.
Vous comprenez ?



En conséquence
le nom de la personnalité
juridique avec laquelle
vous souhaitez contracter,
je vais le garder pour moi,
parce que je ne consens
pas à la reconnaître

Un droit
s'utilise ou pas.
Vous comprenez ?



Contrats ou accords tacites présumés

Ayant de bonnes raisons de croire que la corruption est généralisée, **je révoque tout consentement tacite**, supposé ou présumé de ma part sous le NOM et le PRÉNOM écrit en Lettre CAPITALES.

Mon consentement pour toute chose me concernant, de près ou de loin, doit m'être demandé de manière systématique.

Le silence ne présume pas mon acceptation.

Les raisons et les circonstances d'un engagement doivent être dévoilées clairement, sans ruse, malice ni tromperie, en langue française d'usage, et les conditions négociées et validées par un accord contractuel rédigé et adressé au Nom et Prénoms de ma personne de droit privé et signé à l'encre fraîche par les parties.

Tout contrat ne répondant pas aux conditions précitées est automatiquement refusé et nul et non-avenu.

En tant qu'être humain vivant je suis l'unique bénéficiaire de la sureté et du patrimoine représenté par la fiducie innommée établie par l'acte de naissance.

NOS

Droits

Comprenez-vous que :

SONT

VOS

OBLIGATIONS

?



Droit d'aller & venir

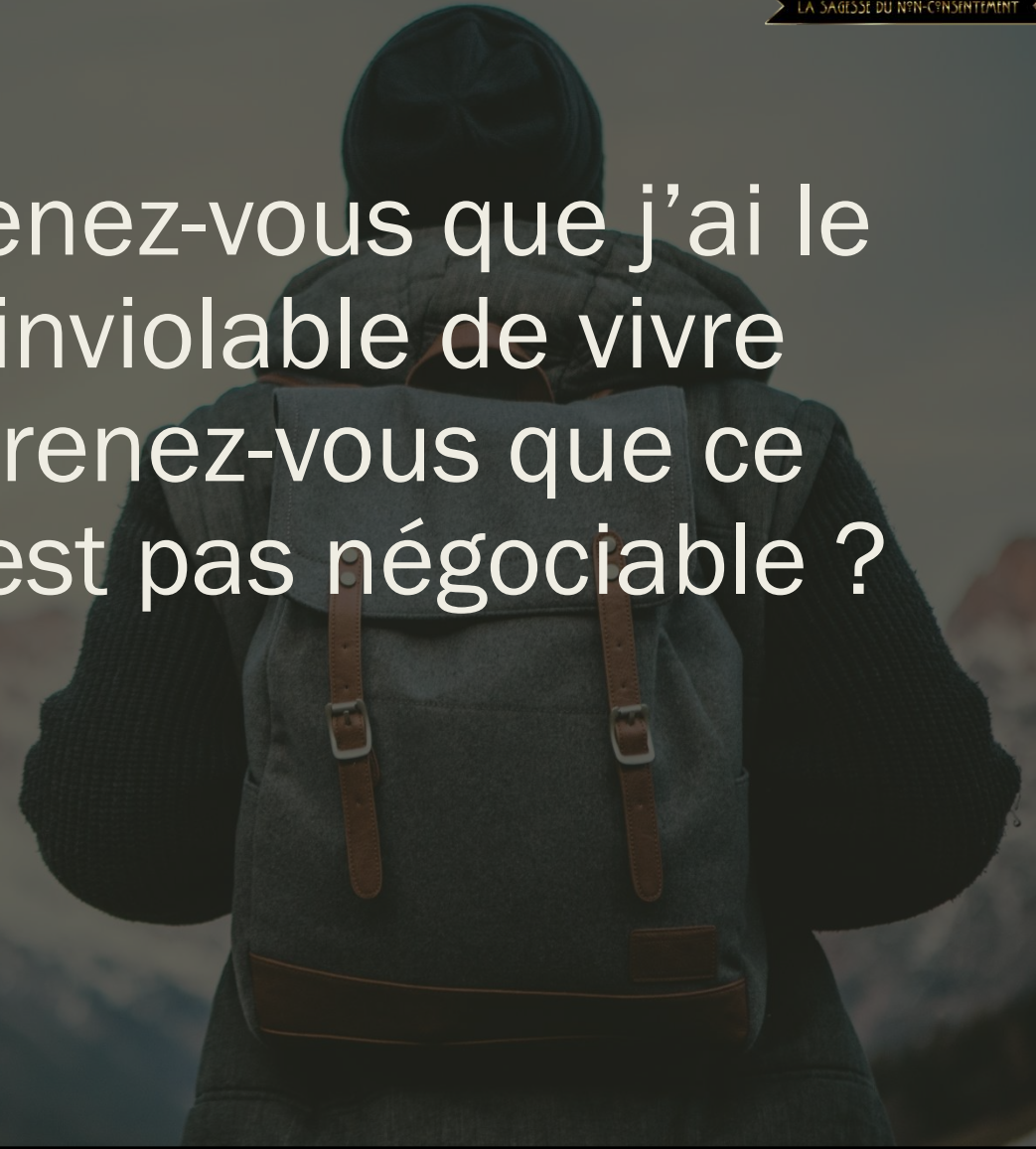


Droit de respirer



LA SAGESSE DU NON-CONSENTEMENT

Comprenez-vous que j'ai le
droit inviolable de vivre
Comprenez-vous que ce
droit n'est pas négociable ?



Droit de respirer librement



Droit d'aller & venir



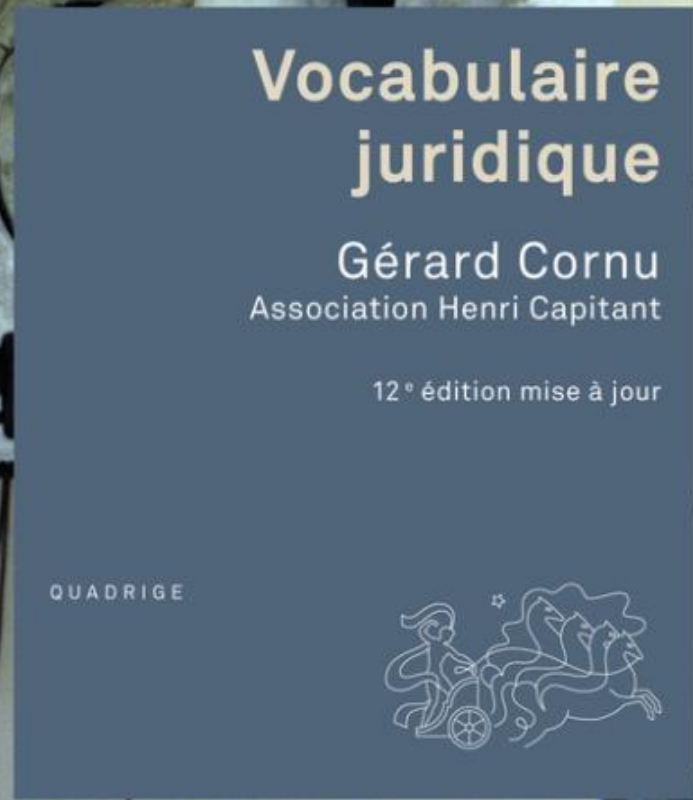
- Comprenez vous que j'ai le droit imprescriptible de respirer de l'oxygène ?
- Article 3 Déclaration Universelle des Droits de l'Homme
- Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne.

Droit de respirer librement



- Comprenez-vous que mes droits naturels sont imprescriptibles ?
- Art 2 DDHC 1789 vous comprenez son contenu ?
- Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'Homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté, et la résistance à l'oppression.





Guerre des mots.



Définition juridique de :

- Imprescriptible
- Inaliénable
- Inaliénabilité
- Inviolable
- Violation

puf



LA SAGESSE DU NON-CONSENTEMENT

Définition juridique de Gérard Cornu

Imprescriptible :

adj – De un et prescriptible

Qui échappe à la prescription extinctive ;
qui ne s'éteint pas par le non-usage

Ex: la propriété est un droit imprescriptible.

Comparable à perpétuel, héréditaire,
inaliénable.



LA SAGESSE DU NON-CONSENTEMENT

Définition juridique de Gérard Cornu

Inaliénable :

adj – De in et aliénable

Qui ne peut être objet d'une aliénation, hors commerce. Voir inaliénabilité.

Comparable à indisponible; incessible; intransmissible, imprescriptible, insaisissable.

Définition juridique de Gérard Cornu

Inaliénabilité :

N.F – Dériver de aliénable



1- Sens Général. Qualité (juridique) d'un bien (ou d'un droit) qui ne peut être valablement être l'objet d'une aliénation; soit par les faits d'une interdiction légale (biens du domaine public, droit d'usage et d'habitation attaché à la personne.

Code civil article 631, 634) soit (dans les limites de la loi)

Définition juridique de Gérard Cornu

Inviolable :

Adj – Lat inviolabilis : inviolable, invulnérable, de violare

Se dit presque exclusivement du droit de propriété, dans l'expression consacrée « inviolable et sacré », pour exprimer que nul ne peut être contraint de céder sa propriété si ce n'est pour cause d'utilité publique et moyennant une juste et préalable indemnité. (Code civil Art 545).



LA SAGESSE DU NON-CONSENTEMENT

Définition juridique de Gérard Cornu

Inaliénabilité :

N.F – Dériver de aliénable



...en vertu de la volonté de l'homme (clauses d'inaliénabilité temporaire et dans un intérêt justifié, code civil art 900-1 ; substitutions permises, code civil art 1048) ; espèce d'intransmissibilité ou d'indisponibilité (cette dernière notion est plus large, mais l'inaliénabilité, souvent confondue avec elle, est considérée comme en portant les effets.)

Définition juridique de Gérard Cornu

Violation :

N.F – Lat violatio : profanation ; du verbe violare : faire violence

(Sens fort) Atteinte caractérisée à une règle fondamentale, transgression, acte illicite dont la gravité tient en général à la valeur primordiale de ce qui est violé, (violation des droits de l'Homme, d'un principe, d'une frontière etc.), parfois aussi aux moyens employés (violation brutale, flagrante.)





En conséquence,
comprenez-vous que Le
droit de la liberté est
inviolable inaliénable et
imprescriptible et
surtout qu'il n'est pas
négociable ?



LA SAGESSE DU NON-CONSENTEMENT

DUDH

Déclaration Universelle des Droits de l'Homme

DDHC

1789

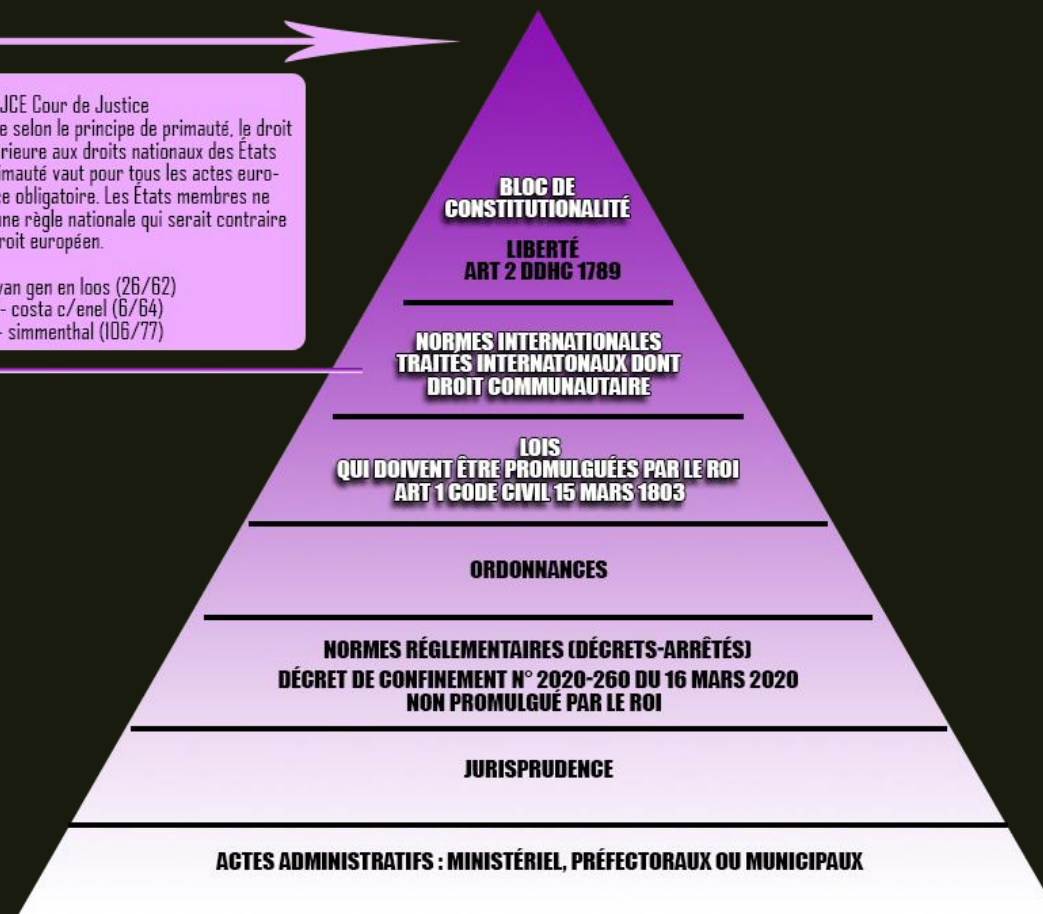
Déclaration des Droits de l'Homme et du citoyen de 1789

En effet, selon la pyramide des normes qui vous oblige dans tous vos actes,
la DUDH et DDHC de 1789 a bien préséance sur les lois, décrets, ordonnances.



Selon la CJCE Cour de Justice des Communautés Européenne selon le principe de primauté, le droit européen a une valeur supérieure aux droits nationaux des États membres. Le principe de primauté vaut pour tous les actes européens disposant d'une force obligatoire. Les États membres ne peuvent donc pas appliquer une règle nationale qui serait contraire au droit européen.

5/02/1963 - van gen en loos (26/62)
15/07/1964 - costa c/enel (6/64)
9/03/1978 - simmenthal (106/77)





LA SAGESSE DU NON-CONSENTEMENT



De plus, vous invoquez la loi. Parfait : l'Art 1 du code civil, et sa version intouchable du 15 mars 1803 mentionne que les lois doivent être promulguées par le Roi.



Il n'y a plus rien de légal depuis 1848



LA SAGESSE DU NON-CONSENTEMENT

Or, il n'y a eu aucune promulgation du Code civil depuis 1815, après les deux précédentes promulgations de 1804 et 1807.

Ainsi, depuis 1848 aucun texte n'a été promulgué comme le demande l'article 1er du Code civil.

La constitution de la Vème république prétend tenir sa légalité de la loi du 3 juin 1958 ayant permis au Président du Conseil de l'époque, Monsieur Charles de Gaulle, de présenter un projet de constitution. Mais cette loi du 3 juin 1958 n'a pas été promulguée selon les formes prévues par l'article 1er du Code civil est donc nulle et de nul effet, avec toutes les conséquences qui en découlent.

Vous comprenez ?

NON- CONSENT ENT OBLIGE ! AU VIOL DE NOS DROITS FONDAMENT AUX



Droit à la vie privée

Droit d'aller et venir,
à la libre circulation



LA SAGESSE DU NON-CONSENTEMENT

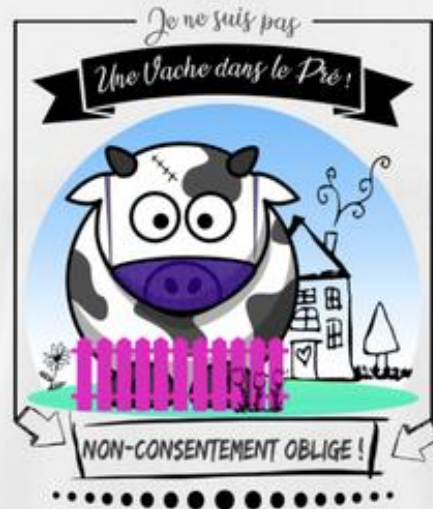


Droit de se nourrir, consommer

Droit de vivre, respirer



Articles de lois pour ne plus consentir.



Port du
masque
suicidaire
obligatoire ?

NON-
CONSENTEMENT
OBLIGE !



Au cas où ces terroristes troublent l'ordre public et veulent t'imposer un traitement respiratoire par dioxyde de carbone



■ **Vu l'Article L1111-4 du code de la santé publique, toute personne a le droit de refuser ou de ne pas recevoir un traitement.**

Au cas où ces terroristes troublent l'ordre public et veulent t'imposer un traitement respiratoire par dioxyde de carbone



■ Article 16-1 code civil

Chacun a droit au respect de son corps.

Le corps humain est inviolable.

Le corps humain, ses éléments et ses produits ne peuvent faire l'objet d'un droit patrimonial.

Au cas où ces terroristes troublent l'ordre public et veulent t'imposer un traitement respiratoire par dioxyde de carbone



■ Article 16-2 du Code Civil

Le juge peut prescrire toutes mesures propres à empêcher ou faire cesser une atteinte illicite au corps humain ou des agissements illicites portant sur des éléments ou des produits de celui-ci, y compris après la mort.

Au cas où ces terroristes troublent l'ordre public et veulent t'imposer un traitement respiratoire par dioxyde de carbone



■ Article 16-3 du Code Civil

Il ne peut être porté atteinte à l'intégrité du corps humain qu'en cas de nécessité médicale pour la personne ou à titre exceptionnel dans l'intérêt thérapeutique d'autrui.

Le consentement de l'intéressé doit être recueilli préalablement hors le cas où son état rend nécessaire une intervention thérapeutique à laquelle il n'est pas à même de consentir.

Droit de consommer, de s'alimenter sans port du masque suicidaire



- l'article 11 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.
- Les Etats parties au présent Pacte reconnaissent le droit de toute personne à un niveau de vie suffisant pour elle-même et sa famille, y compris une nourriture, un vêtement et un logement suffisants, ainsi qu'à une amélioration constante de ses conditions d'existence.

Droit de consommer, de s'alimenter sans port du masque suicidaire



- Le refus de vente envers un consommateur est interdit par les dispositions de l'article L121-11 du Code de la consommation : « *Est interdit le fait de refuser à un consommateur la vente d'un produit ou la prestation d'un service, sauf motif légitime* ».

Droit de consommer, de s'alimenter sans port du masque suicidaire



Le refus de vente envers un consommateur est interdit L121-11 du Code de la consommation



- La jurisprudence a permis de dégager quelques catégories de motifs légitimes :
- la demande anormale : par exemple lorsqu'un consommateur demande une quantité démesurée de vente ;
- l'indisponibilité ou rupture de stock : le refus de vente ne peut être admis que si le professionnel ne propose pas à la vente un bien demandé expressément par un consommateur,
- de plus il ne peut lui être reproché de ne pas se réapprovisionner ;
- le comportement inapproprié du consommateur, sa mauvaise foi ;
- le refus de certains moyens de paiement : le professionnel n'est pas tenu d'accepter les paiements par chèque ou par carte bancaire dès lors qu'il en a averti le consommateur au préalable ;
- les interdictions légales : par exemple, il ne peut être reproché au professionnel de refuser de vendre de l'alcool à un mineur ;



Droit à la vie privée



Droit de se nourrir

Droits humains

Dit aussi droit négatif

Les droits donnés par Ton Créateur



- Le droit de vivre,
- Le droit d'être libre,
- Le droit de propriété,
- Le droit d'association, droit de s'associer ou pas au gouvernement macron
- Le droit d'information,
- Le droit de garder ma vie privée,
- Le droit de me déplacer librement,
- Le droit d'exercer mon libre-arbitre,
- Le droit de reconnaître ma personne juridique,
- Le droit de réponse et de libre expression,
- Le droit d'être jugé de façon impartiale,
- Le droit de résistance à l'oppression,
- Le droit de me nourrir sainement,
- Le droit de dignité humaine,
- Le droit d'autodéfense,
- Le droit de contracter,
- Le droit de travailler,
- Le droit de sureté

Libertés fondamentales jurisprudence à utiliser (liste non exhaustive) :

- la liberté d'aller et venir (Conseil d'Etat, ord. 9 janvier 2001, Deperthes),
- - le droit de mener une vie familiale normale (Conseil d'Etat, Sect., 30 octobre 2001, Ministre de l'Intérieur c/ Mme Tliba),
- - le droit d'asile et celui de demander le statut de réfugié (Conseil d'Etat, ord. 12 janvier 2001, Hyacinthe ; Conseil d'Etat, 25 mars 2003, Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité Intérieure et des Libertés locales c/ M. et Mme Sulaimanov),
- - le principe de libre administration des collectivités territoriales, énoncé par l'article 72 de la Constitution (Conseil d'Etat, Sect., 18 janvier 2001, Commune de Venelles)
- - le principe du caractère pluraliste de l'expression des courants de pensée et d'opinion » (Conseil d'Etat, ord. 24 février 2001, M. Jean Tibéri)...
- -L'atteinte portée à la liberté doit être grave et manifestement illégale. Elle doit être directe et personnelle à l'auteur de la demande, qui doit établir son existence. L'appréciation de l'existence de cette atteinte s'effectue au regard des motifs et de l'objet de la décision (Conseil d'Etat, Sect., 28 février 2001, Casanova).

Suite à ce live une question se pose ici-bas :
Qui est l'autorité ?

- Est-ce moi
l'autorité ?
- Ou est-ce l'autre
en face de moi ?
- Qui détient mon
libre arbitre ?





NON-CONSENTEMENT OBLIGE !

RDV SUR LE SITE
esclavehorrorstory.fr

ACCES BOUTIQUE
[La Boutique](#)